



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



BUDGET  
2019

Avril 2019



MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -67,215 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2019 s'élève à -67,215 Md€ contre -61,581 Md€ à fin avril 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,634 Md€) s'explique par une hausse

des dépenses nettes de 1,620 Md€, une baisse des recettes nettes de 3,593 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,422 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 116,674 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 13,479 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (13,469 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,553 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,807 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,866 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,402 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,191 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,266 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,884 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,297 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin avril 2019 s'élèvent à 116,674 Md€ contre 115,054 Md€ à fin avril 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,620 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 1,245 Md€ (essentiellement lié à une modification d'échéancier relatif aux versements de subventions à SNCF Réseau au titre du programme « infrastructures et services de transport »), des dépenses d'investissement pour 0,555 Md€ (essentiellement lié

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,444 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,195 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,015 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,204 Md€, notamment au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,235 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,696 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,908 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,723 Md€).

au programme « Equipement des forces » de la mission « Défense ») et des dépenses de personnel à hauteur de 0,503 Md€ (écart conforme à la hausse prévue en LFI 2019). Cette augmentation est compensée en partie par la diminution des charges de la dette de l'Etat pour 0,576 Md€ (essentiellement lié à un niveau d'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » moindre qu'en 2018 suite à une baisse du montant des intérêts des OAT à taux fixes).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 69,210 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,597 Md€ ;

► **IR net** : 7,633 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,616 Md€, dont 1,851 Md€ d'autres taxes intérieures (notamment au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et 1,412 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,032 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,220 Md€ ;

► **IS net** : -1,640 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 2,032 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,604 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,035 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 86,277 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2019 s'élèvent à 86,277 Md€ contre 88,688 Md€ à fin avril 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,411 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de 9,524 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en

raison de l'évolution du calendrier d'encaissement des recettes et du versement des crédits et réductions d'impôt pour 5,533 Md€ afin de préserver la trésorerie des contribuables. Cette baisse est partiellement compensée par des recettes de TVA nette en hausse de 2,867 Md€.

## Recettes non fiscales : 1,853 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2019 s'élèvent à 1,853 Md€ contre 1,558 Md€ à fin avril 2018 à périmètre constant.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,510 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2019 s'élèvent à -19,510 Md€ contre -17,932 Md€ à fin avril 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,578 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,671 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -19,752 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 13,583 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixe) et des recettes pour 13,636 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le budget général via le programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat ») ;

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,625 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,103 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et de TH) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services public** » indique des recettes pour 0,700 Md€ (essentiellement au titre du remboursement des avances versées à l'ASP dans le cadre des aides communautaires de la politique agricole commune – PAC) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,563 Md€ (principalement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,600 Md€ (fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2019 s'élève à -19,752 Md€ contre -19,330 Md€ à fin avril 2018. Cette évolution (-0,422 Md€) s'explique notamment par la baisse du solde des comptes de concours financiers (-0,240 Md€, essentiellement en raison d'une diminution du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » à hauteur de 0,973 Md€,

compensée en partie par une augmentation du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour 0,780 Md€, suite à de moindres versements à l'ASP au titre du préfinancement des aides communautaires de la PAC).

## Dettes financières de l'Etat au 30 avril : 1 799,472 Md€

La dette financière est en augmentation de 36,054 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 42,324 Md€). Les montants nets des BTf ont diminué de 6,234 Md€.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2019	2018 retraité 2018 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-26 509</b>	<b>-67 215</b>	-61 581	-54 338	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R&amp;D)</b>	<b>41 513</b>	<b>116 674</b>	115 054	115 258	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R&amp;D)</b>	<b>19 233</b>	<b>69 210</b>	72 803	80 249	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 633	18 264	27 788	27 788	
- IS *	-1 640	7 189	7 177	7 177	
- TVA	10 597	45 125	42 258	51 109	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-4 228</b>	<b>-19 752</b>	-19 330	-19 330	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>4 904</b>	<b>121 957</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>-8 336</b>	<b>1 799 472</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 879	44 338	43 835	43 841
Dépenses de fonctionnement	7 039	19 871	20 063	20 204
Charges de la dette de l'Etat	13 469	13 843	14 419	14 419
Dépenses d'investissement	1 356	4 719	4 164	4 164
Dépenses d'intervention	8 615	32 141	30 896	30 953
Dépenses d'opérations financières	155	771	686	686
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>41 513</b>	<b>116 674</b>	<b>115 054</b>	<b>115 258</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 402	86 277	88 688	95 896
Recettes non fiscales	507	1 853	1 558	1 798
Prélèvements sur recettes	-3 824	-19 510	-17 932	-17 934
Fonds de concours	148	590	489	489
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>19 233</b>	<b>69 210</b>	<b>72 803</b>	<b>80 249</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>23 057</b>	<b>88 720</b>	<b>90 734</b>	<b>98 183</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-22 280</b>	<b>-47 464</b>	<b>-42 252</b>	<b>-35 009</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	477	2 861	3 232	3 232
Solde des comptes de concours financiers	-4 978	-23 010	-22 770	-22 770
Solde des comptes de commerce	264	424	244	244
Solde des comptes d'opérations monétaires	528	493	-98	-98
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-4 228</b>	<b>-19 752</b>	<b>-19 330</b>	<b>-19 330</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-26 509</b>	<b>-67 215</b>	<b>-61 581</b>	<b>-54 338</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 879</b>	<b>44 338</b>	<b>43 835</b>	<b>43 841</b>
Rémunérations d'activité	6 309	25 376	24 953	24 955
Cotisations et contributions sociales	4 482	18 681	18 629	18 633
Prestations sociales et allocations diverses	88	281	253	253
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>30 634</b>	<b>72 336</b>	<b>71 220</b>	<b>71 417</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7 039</b>	<b>19 871</b>	<b>20 063</b>	<b>20 204</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 309	7 755	7 986	8 214
Subventions pour charges de service public	4 730	12 116	12 077	11 989
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>13 469</b>	<b>13 843</b>	<b>14 419</b>	<b>14 419</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	13 469	13 843	14 419	14 419
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 356</b>	<b>4 719</b>	<b>4 164</b>	<b>4 164</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 184	3 559	3 250	3 250
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	172	1 160	914	914
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>8 615</b>	<b>32 141</b>	<b>30 896</b>	<b>30 953</b>
Transferts aux ménages	3 561	17 065	15 740	15 736
Transferts aux entreprises	1 977	5 104	4 700	4 807
Transferts aux collectivités territoriales	1 255	2 662	2 646	2 556
Transferts aux autres collectivités	1 821	7 302	7 796	7 838
Appels en garantie	0	8	14	14
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>155</b>	<b>771</b>	<b>686</b>	<b>686</b>
Prêts et avances	107	118	43	43
Dotations en fonds propres	48	98	85	85
Dépenses de participations financières	0	555	557	557
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>41 513</b>	<b>116 674</b>	<b>115 054</b>	<b>115 258</b>





unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2019		Cumul à fin avril 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>1</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	0	1	1	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	3	9	3	9	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat <sup>(1)</sup>	1	1	2	1	1
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>159</b>	<b>210</b>	<b>1 196</b>	<b>1 013</b>	<b>1 106</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	112	117	648	578	637
Diplomatie culturelle et d'influence	26	73	404	299	321
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	144	136	148
Présidence française du G7	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>208</b>	<b>209</b>	<b>943</b>	<b>908</b>	<b>891</b>
Administration territoriale	135	134	551	528	517
Vie politique, culturelle et associative	12	3	87	72	86
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	61	72	304	307	289
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>186</b>	<b>231</b>	<b>1 240</b>	<b>862</b>	<b>869</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	78	138	877	523	518
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	53	41	159	142	160
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	52	203	197	191
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>1 545</b>	<b>91</b>	<b>2 085</b>	<b>1 174</b>	<b>1 302</b>
Aide économique et financière au développement	799	14	803	575	588
Solidarité à l'égard des pays en développement	746	77	1 283	599	714
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>54</b>	<b>12</b>	<b>1 819</b>	<b>1 607</b>	<b>1 731</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	4	18	9	8
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	16	8	1 733	1 567	1 684
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	37	0	68	31	39
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>348</b>	<b>222</b>	<b>13 698</b>	<b>3 833</b>	<b>4 072</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	160	183	562	417	368
Aide à l'accès au logement	0	0	13 026	3 296	3 529
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	139	20	91	37	89
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	14	-47	37	30
Interventions territoriales de l'Etat	2	4	11	18	12
Politique de la ville	32	2	56	29	45
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>51</b>	<b>53</b>	<b>256</b>	<b>241</b>	<b>235</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	35	137	131	126
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	80	70	70
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	3
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>291</b>	<b>261</b>	<b>1 191</b>	<b>712</b>	<b>722</b>
Patrimoines	34	64	408	203	220
Création	160	96	389	181	168
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	96	101	395	328	334
<b>DEFENSE</b>	<b>6 405</b>	<b>4 266</b>	<b>18 082</b>	<b>16 053</b>	<b>14 909</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	99	172	630	559	527
Préparation et emploi des forces	3 206	913	5 893	2 981	2 916
Soutien de la politique de la défense	1 855	1 884	7 896	7 677	7 713
Equiperment des forces	1 246	1 297	3 663	4 835	3 752
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>108</b>	<b>113</b>	<b>413</b>	<b>378</b>	<b>303</b>
Coordination du travail gouvernemental	55	63	200	177	142
Protection des droits et libertés	5	4	48	47	34
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	48	46	164	153	127



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2019		Cumul à fin avril 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>3 648</b>	<b>2 204</b>	<b>8 920</b>	<b>4 866</b>	<b>3 855</b>
Infrastructures et services de transports	2 383	1 235	2 715	1 443	865
Affaires maritimes	3	21	89	52	39
Paysages, eau et biodiversité	24	15	48	28	42
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	3	75	443	245	195
Prévention des risques	15	18	635	203	213
Energie, climat et après-mines	148	155	688	473	234
Service public de l'énergie	840	429	3 170	1 323	1 165
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	232	257	1 131	1 099	1 101
<b>ECONOMIE</b>	<b>190</b>	<b>96</b>	<b>820</b>	<b>659</b>	<b>679</b>
Développement des entreprises et régulations	142	47	359	226	230
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	37	158	140	155
Stratégie économique et fiscale	12	13	302	294	294
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>13 492</b>	<b>13 479</b>	<b>13 894</b>	<b>13 961</b>	<b>14 569</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	13 469	13 469	13 843	13 843	14 419
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8	0	15	8	14
Epargne	15	10	36	31	55
Dotation du Mécanisme européen de stabilité <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 294</b>	<b>6 553</b>	<b>25 788</b>	<b>25 419</b>	<b>25 172</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 866	1 866	7 500	7 498	7 303
Enseignement scolaire public du second degré	2 809	2 807	11 190	11 183	11 081
Vie de l'élève	604	824	2 829	2 689	2 708
Enseignement privé du premier et du second degrés	598	669	2 862	2 849	2 863
Soutien de la politique de l'éducation nationale	174	196	829	683	651
Enseignement technique agricole	245	192	577	518	566
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>868</b>	<b>853</b>	<b>3 658</b>	<b>3 426</b>	<b>3 416</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	609	620	2 612	2 555	2 563
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	119	79	361	294	290
Facilitation et sécurisation des échanges	135	127	529	501	494
Fonction publique	4	27	156	75	69
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>226</b>	<b>199</b>	<b>611</b>	<b>499</b>	<b>454</b>
Immigration et asile	211	192	510	414	395
Intégration et accès à la nationalité française	16	6	101	85	59
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>999</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	173	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	313	0	313	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	339	0	339	680
<b>JUSTICE</b>	<b>971</b>	<b>930</b>	<b>3 367</b>	<b>3 027</b>	<b>2 912</b>
Justice judiciaire	269	297	1 232	1 169	1 185
Administration pénitentiaire	388	310	1 207	1 126	1 031
Protection judiciaire de la jeunesse	61	73	379	268	259
Accès au droit et à la justice	213	214	355	351	324
Conduite et pilotage de la politique de la justice	40	37	192	111	111
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	2	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>59</b>	<b>17</b>	<b>404</b>	<b>188</b>	<b>231</b>
Presse et médias	53	14	166	107	150
Livre et industries culturelles	6	3	237	81	81
<b>OUTRE-MER</b>	<b>39</b>	<b>50</b>	<b>1 616</b>	<b>759</b>	<b>730</b>
Emploi outre-mer	18	18	1 567	654	590
Conditions de vie outre-mer	21	32	49	105	140



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2019		Cumul à fin avril 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>992</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>548</b>	<b>4 402</b>	<b>23 963</b>	<b>11 763</b>	<b>11 913</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	53	3 191	12 791	6 497	6 435
Vie étudiante	200	402	1 680	1 199	1 160
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	61	465	5 818	2 193	2 200
Recherche spatiale	0	0	1 768	726	1 037
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	184	1 170	783	640
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	134	65	402	209	286
Recherche duale (civile et militaire)	0	10	172	10	13
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	3	2	2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	101	84	160	144	141
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>581</b>	<b>5 682</b>	<b>2 529</b>	<b>2 489</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 727	1 624	1 634
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	129	748	353	289
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 207	551	566
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 034</b>	<b>710</b>	<b>1 212</b>	<b>1 050</b>	<b>885</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	972	649	1 145	973	722
Concours spécifiques et administration	62	62	67	77	163
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 520</b>	<b>8 538</b>	<b>37 421</b>	<b>37 273</b>	<b>32 114</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	8 283	8 301	36 051	35 903	30 588
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	236	236	1 370	1 370	1 526
<b>SANTE</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>1 230</b>	<b>478</b>	<b>444</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2	17	365	132	118
Protection maladie	0	0	865	346	326
<b>SECURITES</b>	<b>1 743</b>	<b>1 696</b>	<b>7 297</b>	<b>6 811</b>	<b>6 561</b>
Police nationale	890	908	3 712	3 575	3 429
Gendarmerie nationale	791	723	3 386	3 062	2 974
Sécurité et éducation routières	4	2	15	7	6
Sécurité civile	58	63	185	167	152
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>251</b>	<b>2 444</b>	<b>21 554</b>	<b>8 316</b>	<b>6 929</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	160	1 015	9 131	3 137	2 019
Handicap et dépendance	13	1 195	11 554	4 591	4 323
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	6	3	3
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	232	863	585	583
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>25</b>	<b>65</b>	<b>946</b>	<b>420</b>	<b>427</b>
Sport	23	43	187	116	91
Jeunesse et vie associative	2	1	528	261	305
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	21	231	43	31
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>686</b>	<b>710</b>	<b>6 963</b>	<b>3 893</b>	<b>5 253</b>
Accès et retour à l'emploi	360	489	2 907	2 070	2 511
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	265	162	3 796	1 590	2 504
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	4	26	13	10
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	56	234	220	228
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>47 957</b>	<b>50 051</b>	<b>207 267</b>	<b>153 947</b>	<b>147 168</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>39 438</b>	<b>41 513</b>	<b>169 846</b>	<b>116 674</b>	<b>115 054</b>

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 764</b>	<b>24 380</b>	<b>28 397</b>	<b>28 397</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>148</b>	<b>641</b>	<b>565</b>	<b>565</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>400</b>	<b>13 387</b>	<b>12 398</b>	<b>12 398</b>
Impôt sur les sociétés	392	13 124	12 151	12 151
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	8	262	246	246
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>865</b>	<b>3 297</b>	<b>3 037</b>	<b>1 419</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	263	319	319
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	146	650	376	376
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	45	252	294	294
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	26	26	13	13
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	8	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	14	5	5
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	10	7	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	37	30	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	497	1 901	1 776	249
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	56	133	213	123
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 032</b>	<b>3 292</b>	<b>3 145</b>	<b>3 196</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 115</b>	<b>66 042</b>	<b>61 384</b>	<b>70 235</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>4 616</b>	<b>12 511</b>	<b>11 875</b>	<b>11 800</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	146	189	189
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	19	69	52	52
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	6	6



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	317	945	786	786
Mutations à titre gratuit par décès	1 095	3 505	3 763	3 763
Contribution de sécurité immobilière	60	248	243	243
Autres conventions et actes civils	41	143	168	168
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	44	173	160	160
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	15	63	20	54
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	58	58	58
Timbre unique	16	101	85	85
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 851	4 563	4 279	4 279
Autres droits et recettes accessoires	1	2	11	11
Amendes et confiscations	8	17	11	11
Taxe générale sur les activités polluantes	0	4	32	32
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	89	86	86
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	21	19	19
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	18	17	17
Taxe sur certaines dépenses de publicité	21	21	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	575	575	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	17	22	21	21
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	204	715	711	711
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	71	234	221	221
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	127	143	143
Prélèvement sur les paris sportifs	54	166	135	135
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	22	21	21
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	77	349	501	411
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	29	109	116	97
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>30 940</b>	<b>123 550</b>	<b>120 802</b>	<b>128 010</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>22 402</b>	<b>86 277</b>	<b>88 688</b>	<b>95 896</b>



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>138</b>	<b>138</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	135	135
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	13	15	3	3
Autres dividendes et recettes assimilées	17	17	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>42</b>	<b>222</b>	<b>73</b>	<b>367</b>
Revenus du domaine public non militaire	7	53	67	67
Autres revenus du domaine public	1	2	3	3
Revenus du domaine privé	2	53	35	35
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	32	86	76	76
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	26	-112	182
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	3	4	4
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>117</b>	<b>379</b>	<b>388</b>	<b>335</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	79	78	78
Autres frais d'assiette et de recouvrement	79	295	301	248
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	7	7
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>43</b>	<b>157</b>	<b>125</b>	<b>125</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	22	25	25
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	22	24	22	22
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	17	56	68	68
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	55	9	9



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>115</b>	<b>549</b>	<b>337</b>	<b>337</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	57	199	122	122
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	105	6	6
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	3	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	53	189	152	152
Frais de poursuite	1	4	3	3
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>160</b>	<b>513</b>	<b>496</b>	<b>496</b>
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	92	97	128	128
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	53	52	52
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	3	14	5	5
Recouvrements après admission en non-valeur	11	40	40	40
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	12	18	18
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	10	8	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	24	156	138	138
Produits divers	-3	19	1	1
Autres produits divers	11	67	88	88
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>507</b>	<b>1 853</b>	<b>1 558</b>	<b>1 798</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 604	-10 099	-10 192	-10 194
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 035	-8 151	-8 210	-8 212
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-307	-891	-796	-796
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-1	-1
Dotations élus locaux	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-30	-30
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-253	-1 018	-1 033	-1 033
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-33	-33
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-87	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 220</b>	<b>-9 411</b>	<b>-7 740</b>	<b>-7 740</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-3 824</b>	<b>-19 510</b>	<b>-17 932</b>	<b>-17 934</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	129	536	405	405
Fonds de concours - coopération internationale	19	54	84	84
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>148</b>	<b>590</b>	<b>489</b>	<b>489</b>





unité : million d'€.

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 839</b>	<b>6 316</b>	<b>22 040</b>	<b>23 358</b>	<b>24 901</b>	<b>26 591</b>	<b>2 861</b>	<b>3 232</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	34	45	116	64	161	174	45	110
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	26	152	104	86	488	526	385	439
Développement agricole et rural	1	3	2	3	13	12	11	9
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	32	109	45	126	125	17	80
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	44	0	0	52	80	52	80
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	20	22	73	89	148	95	74	6
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	10	32	129	783	44	703	-85	-80
Pensions	5 151	5 357	19 244	19 109	20 842	21 126	1 598	2 016
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	30	0	351	117	407	117	56
Transition énergétique	563	600	2 262	2 828	2 910	3 343	648	515
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 031</b>	<b>4 053</b>	<b>37 525</b>	<b>43 246</b>	<b>14 516</b>	<b>20 476</b>	<b>-23 010</b>	<b>-22 770</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	700	1 531	8 110	700	6 499	-831	-1 611
Avances à l'audiovisuel public	322	244	1 287	1 298	781	834	-506	-464
Avances aux collectivités territoriales	8 625	3 103	34 578	33 704	12 915	13 014	-21 663	-20 690
Prêts à des Etats étrangers	33	6	79	98	119	125	40	26
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	50	0	50	36	0	4	-50	-31
<b>Comptes de commerce</b>	<b>13 716</b>	<b>13 980</b>	<b>15 485</b>	<b>15 996</b>	<b>15 909</b>	<b>16 240</b>	<b>424</b>	<b>244</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	62	168	215	154	247	238	33	84
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	13	56	52	53	51	-3	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	420	440	420	440	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	29	96	101	75	230	156	129	82
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	13 583	13 636	14 543	15 124	14 538	15 136	-5	13
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	6	16	15	18	13	2	-2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	6	8	4	8	-2	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	19	61	128	129	399	198	271	69
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>25</b>	<b>553</b>	<b>227</b>	<b>264</b>	<b>719</b>	<b>166</b>	<b>493</b>	<b>-98</b>
Emission des monnaies métalliques	4	12	64	76	37	37	-27	-39
Opérations avec le Fonds Monétaire International	19	538	160	188	680	126	519	-62
Pertes et bénéfices de change	2	2	2	0	2	3	0	3
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>28 611</b>	<b>24 902</b>	<b>75 277</b>	<b>82 865</b>	<b>56 045</b>	<b>63 474</b>	<b>-19 232</b>	<b>-19 391</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>28 592</b>	<b>24 364</b>	<b>75 117</b>	<b>82 677</b>	<b>55 365</b>	<b>63 347</b>	<b>-19 752</b>	<b>-19 330</b>

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	94	461
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-120	298
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>796</b>	<b>-26</b>	<b>769</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 502	185	2 686
	Départements	7 206	-963	6 243
	Communes	25 649	-2 642	23 007
	HLM	310	-90	220
	Autres	25 278	-1 944	23 334
	<b>Total CEPL</b>	<b>60 944</b>	<b>-5 454</b>	<b>55 490</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 179</b>	<b>602</b>	<b>5 781</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	2 755	14 641
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	1 973	7 435
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	1 942	5 557
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	-122	1 196
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>22 282</b>	<b>6 548</b>	<b>28 830</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>12 362</b>	<b>640</b>	<b>13 002</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>2 143</b>	<b>1 069</b>	<b>3 213</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	13	65	
GIP	777	-34	743	
EPLÉ	2 523	953	3 476	
Autres correspondants	9 788	780	10 568	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 187</b>	<b>1 665</b>	<b>14 852</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>116 892</b>	<b>5 045</b>	<b>121 937</b>	
Comptes à terme	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>22</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>22</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>116 914</b>	<b>5 043</b>	<b>121 957</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>116 913</b>	<b>5 043</b>	<b>121 957</b>



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2019
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 756 420</b>	<b>36 090</b>	<b>1 792 510</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 643 520</b>	<b>42 324</b>	<b>1 685 844</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	42 324	1 685 844
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	34 710	1 458 609
- <i>taux variable</i>	194 761	7 283	202 044
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>112 900</b>	<b>-6 234</b>	<b>106 666</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-6 234	106 666
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 998</b>	<b>-36</b>	<b>6 962</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 763 417</b>	<b>36 054</b>	<b>1 799 472</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.